

INTERVIEW

L'économie en question

Anthropologue, sociologue et spécialiste de la formation des prix, notre compatriote Paul Jorion pose depuis plusieurs années déjà, un autre regard sur l'économie, annonçant dès 2005 la crise des subprimes. Avec *Misère de la pensée économique*, il poursuit son travail de mise en garde vis-à-vis d'une science qui, à ses yeux, n'est pas exacte...

Le Journal du médecin : **Votre livre *La crise du capitalisme américain* est un livre visionnaire, puisqu'il précède de quelques mois la crise des subprimes.**

Paul Jorion : En fait, il précède de deux ans la crise parce qu'il était terminé en 2005, mais a été refusé par les éditeurs. L'ouvrage fut publié en janvier 2007 grâce à Jacques Attali, et tomba alors au bon moment. Publié deux ans plus tôt, il serait tombé dans l'oubli.

La raison pour laquelle j'ai pu signer cet ouvrage réside dans le fait qu'à l'époque, je travaillais dans le secteur financier : j'étais banquier dans le domaine du crédit au logement, aux États-Unis. Au moment où j'écris le livre, je viens de quitter la banque Wells Fargo, qui n'est pas l'une des grandes responsables de la crise. Perdant mon emploi, je tente délibérément d'entrer dans l'une de ces grandes banques qui pratiquent les subprimes : je serais ainsi en position d'observateur privilégié. Je réussis mon coup, entre guillemets, puisqu'au moment où Countrywide, la principale responsable de la crise des subprimes, s'écroule, je travaillais au troisième niveau dans le département de risk management de cette société, véritablement au cœur de l'effondrement du système. Un peu à la manière d'un reporter de guerre qui se rend sur le front afin de témoigner de ce qui s'y passe...

- Ce qui paraît antinomique chez vous, c'est ce côté trader et anthropologue à la fois.

- Je suis devenu trader par accident : c'est un banquier qui, un jour, me l'a proposé, ce que j'ai pris au départ pour une blague ; on ne propose pas à un ethnologue de devenir trader. Mais il avait raison, car il se fait que j'avais les compétences nécessaires à ce moment-là pour créer une nouvelle génération de traders. J'ai été parmi les tout premiers à écrire des « algos », des méthodes de trading automatiques, des logiciels financiers.

- Cette double facette de mathématicien et sociologue apparaît tout de même, à première vue, comme un drôle d'attelage.

- C'est inattendu parce que lorsqu'on a dix-huit ans et que l'on a un peu de talent pour les maths, on vous décourage de vous diriger vers le domaine des sciences humaines. Mais à Cambridge, j'ai eu la chance qu'un de mes professeurs, devenu ensuite mon direc-

teur de thèse, soit quelqu'un qui à mon instar possédait cet esprit mathématique : nous avons donc pu initier ensemble des projets intéressants, dès l'apparition des premiers ordinateurs individuels.

- Les États-Unis ont-ils réglé leurs problèmes par la dette ?

- Ils ne les ont pas réglés, mais évacués. Entre 1971 et 2007, les États-Unis ont pu jouer sur le fait que les accords de Bretton Woods, en 44, avaient fait du dollar une monnaie internationale, une devise de référence. Le pays a pu sortir de la plupart de ses problèmes économiques simplement en imprimant du dollar, du fait de la demande internationale dont il était l'objet. Une manière de mettre la poussière en-dessous de la carpe parce que maintenant, ils doivent augmenter le plafond de leur dette de treize mille milliards de dollars... D'un jour à l'autre, le service de la dette - c'est-à-dire son règlement - atteint des sommes faramineuses... Il faudra bien à un moment sortir de cette logique-là.

- Finalement, le gouvernement américain a montré « le bon exemple » à ses citoyens, en disant « endettez-vous, on verra plus tard »...

- Oui. Mais le retour de balancier, c'est ce qui se passe maintenant à Chypre (ndlr : l'interview date du 21 mars) : une taxe de 6,75 % sur 100.000 euros de dépôt parce que les caisses de l'Etat sont vides. C'est une fuite en avant, raison pour laquelle, dans les solutions que je préconise, j'affirme qu'il faut faire un défaut généralisé, remettre les compteurs à zéro. Sinon on n'en sortira jamais : ce sont la Grèce, le Portugal, l'Irlande qui tombent ; et à présent Chypre. Les autres pays sont alignés dans un jeu de domino. Les Allemands ne veulent pas entendre parler parce qu'ils estiment être très riches : ils sont premiers de cordée, ce qui ne les empêchera pas de chuter à leur tour. Le jour où l'Italie et la France tombent, c'est terminé.

Quant à la Grande-Bretagne, elle n'est pas plus protégée puisqu'entièrement dépendante de l'industrie financière.

- Mais en cas de défaut généralisé, les banques ne risquent-elles pas de se retrouver par terre ?

- Non, il faut procéder à un défaut généralisé dans la zone euro qui passera par une nationalisation provisoire, au moins des banques.

On l'a fait en Belgique en 1944 : l'opération Gutt. Le système bancaire fut verrouillé et du jour au lendemain, une nouvelle monnaie fut lancée. Il faut une opération Gutt à l'échelle de l'Europe. Je ne parle pas des Américains, qui feront ce qu'ils voudront.

Les Anglais quant à eux ont un problème spécifique. Tout leur système financier repose sur l'existence des paradis fiscaux. Il existe un réseau de paradis fiscaux à la tête desquels les Britanniques se trouvent, qui leur ont

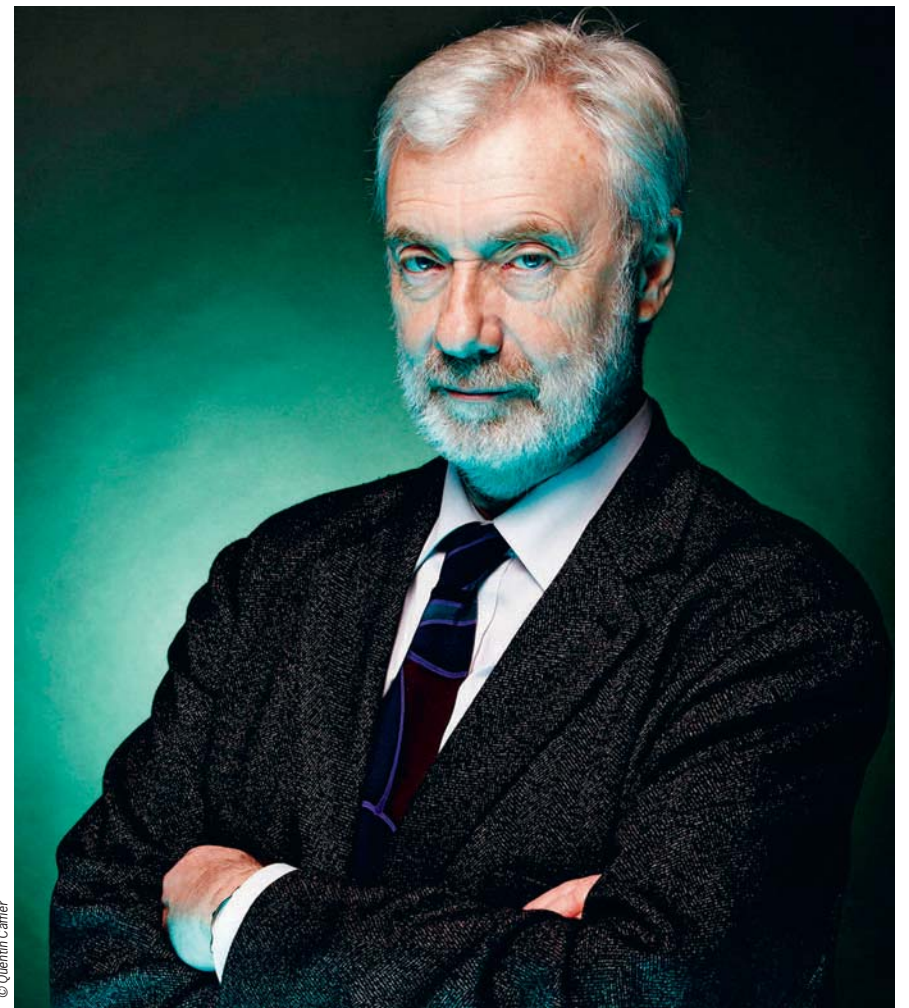
ter un temps, mais qui se révèlent d'une très grande fragilité. Voir le cas de l'Islande...

- Donc, vous pensez qu'on arrive au bout de la logique du système ?

- Il est au bout du rouleau. Il faut remettre les pendules à l'heure.

- Quelle est la responsabilité d'Alan Greenspan dans ce qui s'est produit aux États-Unis ?

- Au moment où on lui annonce l'irruption de la crise des subprimes, Greenspan répond qu'il faut laisser agir la main invisible du marché. Or dans certains cas, ce fut exactement l'inverse : qu'a fait une entreprise comme Goldman Sachs, quand elle a vu que tout s'écrou-



▲ Paul Jorion : « Il faut procéder à un défaut généralisé dans la zone euro qui passera par une nationalisation provisoire, au moins des banques ».

permis de maintenir une sorte d'Empire, bien que la colonisation ait disparu. Leur situation est en fait bien pire que celle du reste des pays occidentaux : ils n'ont d'une part plus d'industrie, et par ailleurs, l'entièreté de leur système financier repose sur la confiance, sur le fait que les clients se disent que dans un paradis fiscal leur argent est protégé. Et depuis quelques jours, les gens s'aperçoivent qu'un paradis fiscal comme Chypre est contaminé comme les autres. Il n'y a pas de raison... Il s'agit de petits pays où le secteur financier - dans le cas de Chypre - représente huit fois le PIB. S'agissant des îles Caïman, le chiffre est de 200 : des systèmes qui peuvent résis-

lait ? Elle a organisé des paris sur l'écroulement du système en se mettant du côté de ceux qui prédisaient sa chute. Ce faisant, ils ont précipité l'écroulement du système. C'était pas mal calculé, vu que la banque s'en est bien tirée. Mais elle est responsable de l'accélération de la crise.

L'économie américaine s'est lancée durant les années 2000 dans une sorte de fuite en avant en proposant un crédit qui ne coûte rien, et pour continuer à faire tourner la machine, en poussant les Américains à s'endetter à des taux de 130%.

Une bulle s'est créée dans laquelle les salaires ont été remplacés par des crédits mis par